

Service de la protection des animaux

Vesoul, le 14/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL ABATTOIR DE LA MOTTE

Lieu-dit Champ Boileau
70000 Pusey

Références : EF/SR N°2024 00424
Code AIOT : 0005906078

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/02/2024 dans l'établissement SARL ABATTOIR DE LA MOTTE implanté Lieu-dit Champ Boileau 70000 Pusey. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée dans le cadre du programme prévisionnel de contrôle au titre de l'année 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL ABATTOIR DE LA MOTTE
- Lieu-dit Champ Boileau 70000 Pusey
- Code AIOT : 0005906078
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est une installation d'abattage de suidés.

Il dispose d'une unité de pré-traitement des effluents issus des opérations d'abattage et des opérations annexes (boyauderie, ...) composée d'un système de dégrillage.

Le tonnage annuel est de 1578 tonnes pour l'année 2023, en légère baisse par rapport au tonnage réalisé en 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Exploitation et surveillance	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 7	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 10	Demande d'action corrective	1 mois
8	Rétention des aires et locaux de travail	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 15	Demande d'action corrective	4 mois
9	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 17	Demande d'action corrective	1 mois
10	Rétention des stockages de déchets et de sous-produits	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 19	Demande d'action corrective	15 jours
13	Réseau de canalisation	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 25	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
17	Surveillance des émissions	Arrêté Préfectoral du 26/05/2015, article 9.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 jour

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
18	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 9	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 3	Sans objet
2	Contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 4	Sans objet
3	Intégration dans le paysage	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 5	Sans objet
6	Déclaration des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 13	Sans objet
7	Réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 14	Sans objet
11	Prélèvement eau potable	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 21	Sans objet
12	Forage	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 23	Sans objet
14	Pré-traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 26	Sans objet
15	Stockage et traitement des déchets et sous-produits	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 29	Sans objet
16	Traitement des boues	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 30	Sans objet
19	Réjet indirect	Autre du 26/05/2015, article 4.3.9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Certains aspects du fonctionnement de l'établissement semblent ne pas être suffisamment pris en compte par les exploitants.

Une attention particulière doit être portée au respect de la fréquence de surveillance des eaux usées et de la méthode de prélèvement associée. Les résultats d'analyses sont à transmettre à l'inspection des ICPE.

L'absence de mise en oeuvre de mesure corrective au niveau des installations électriques, révélée par la présence de non-conformités persistantes notifiées sur le rapport de vérification périodique, crée un risque d'incendie au sein de l'établissement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales
Prescription contrôlée : L'installation est implantée : à au moins 35 mètres des puits et forages, autres que ceux destinés au seul fonctionnement de l'installation, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ; sans préjudice des zones de dangers définies dans l'étude de dangers, à 100 mètres des habitations occupées par des tiers ou des locaux habituellement occupés par des tiers (hors locaux occupés par des personnels liés à l'installation), des stades ou des campings agréés, des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, ainsi que des lieux de baignade et des plages. Cette distance peut être réduite pour les locaux ou annexes ne présentant pas de risques de nuisances pour le voisinage, lorsque l'exploitant justifie de mesures compensatoires pérennes mises en œuvre pour les prévenir ou si l'étude d'impact du projet fait apparaître que les risques et nuisances ne sont pas augmentés. Dans le cas de l'extension des installations existantes, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'aux nouveaux bâtiments. Elles ne s'appliquent pas lors de la mise en conformité de ces installations.
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle de l'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas accès libre à l'installation. L'ensemble de l'installation, d'où sont susceptibles de s'échapper des animaux, est clôturé et comporte, en tant que de besoin, des dispositifs destinés à empêcher leur fuite hors de l'installation.
Constats : Le site est clos : <ul style="list-style-type: none">- présence d'une clôture pour éviter toute fuite de suidés hors du site,- présence de deux accès sécurisés grâce à des portails. Ces portails ne sont ouverts que sur la plage d'ouverture du site. Pour parer à un éventuel oubli de fermeture en dehors des plages d'ouverture, un système de fermeture automatique des accès sur horloge est mis en place. Afin de palier au risque de fuite des suidés par les portails ouverts en journée, une double porte a été installée au lazaret.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble de l'installation est entretenu et maintenu propre en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantation, engazonnement...).
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exploitation et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Les consignes d'exploitation de l'installation comportent explicitement les contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et de ses dangers et inconvénients. Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par celui-ci. Ces consignes indiquent : les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation, notamment de la chaîne d'abattage et des installations de traitement des effluents ; les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou polluantes telles que l'ammoniac ou le sang collecté.
Constats : L'exploitation se fait sous la surveillance de Messieurs Maxime Gérardin et Yannick CORBERANT, respectivement directeur de l'abattoir et chef de chaîne. Absence de consigne d'exploitation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les bâtiments et annexes sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie, à permettre l'évacuation des personnes et l'intervention rapide des services de secours. L'établissement est pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus. Une attention particulière est portée aux locaux abritant les installations frigorifiques. En nombre suffisant, ces moyens sont correctement répartis sur la superficie à protéger. Les moyens de lutte et de prévention contre l'incendie sont fixés par l'arrêté préfectoral. Les bâtiments et les annexes sont maintenus propres et régulièrement nettoyés de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières. Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.
Constats : L'établissement est pourvu d'extincteurs répartis au sein des différentes unités de travail. Le contrôle de ce point sera complété à réception du plan de localisation des extincteurs existants. Le dernier compte rendu de vérification périodique transmis date du 31 juillet 2022. La périodicité des contrôles des extincteurs n'est pas respectée. La défense incendie extérieure est assurée par la mise en oeuvre d'un bassin de rétention . Ce système pourrait , en cas de sécheresse, être insuffisant . Un avis du SDIS est nécessaire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le plan de positionnement des différents extincteurs, accompagné des caractéristiques de chacun, est à transmettre à l'inspection des ICPE.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Déclaration des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement est déclaré, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un enregistrement sous forme de compte rendu écrit (origine et causes du phénomène, conséquences, mesures prises pour y parer et pour éviter qu'il ne se reproduise...) transmis sous quinze jours à l'inspection des installations classées.
Constats : Aucune pollution accidentelle n'a été portée à la connaissance de l'inspection des ICPE.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduelles polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Des dispositifs permettent d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un sinistre, des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs et de traitement de ces eaux polluées.
Constats : Le réseaux de collecte est de type séparatif : <ul style="list-style-type: none">- Les eaux de pluie sont collectées et dirigées vers un bassin de confinement. Ce dernier peut faire l'objet d'un isolement complet en cas de pollution ;- Les eaux de ruissellement (eaux de cours, notamment) sont collectées et traitées par un bac de dégraissage avant leurs rejets dans le milieu naturel ;- Les effluents issus des activités d'abattage et annexées sont pré-traitées sur site par un système de dégrillage avant rejet dans la station d'épuration de la communauté de communes de l'agglomération de Vesoul. Les refus de dégrillage sont collectés par une entreprise de traitement spécialisée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rétention des aires et locaux de travail

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : L'aire de nettoyage et désinfection des véhicules ayant servi au transport des animaux est conçue de façon à récupérer lors de chaque utilisation l'ensemble des effluents produits et à les diriger vers la station de prétraitement de l'établissement ou les ouvrages de stockage du lisier. Les locaux d'attente et d'abattage des animaux, de refroidissement et de conservation des carcasses et de stockage des sous-produits d'origine animale sont construits en matériaux imperméables, résistants aux chocs, faciles à nettoyer et à désinfecter sur toute leur hauteur. Le sol est étanche, résistant au passage des équipements permettant la manipulation des produits stockés et conçu de façon à faciliter l'écoulement des jus d'égouttage, du sang d'égouttage résiduel et des eaux de nettoyage vers des installations de collecte. La collecte du sang des animaux est réalisée à part de façon à réduire au seul minimum non maîtrisable l'écoulement vers les installations de collecte des effluents.
Constats : Le sol en carrelage est dégradé à plusieurs endroits dans l'établissement, notamment dans le hall d'abattage et dans le local boyauderie. Un mail notifiant le coût pour la réfection de ces sols a été transmis à l'inspection des ICPE, afin de démontrer que les travaux sont prévus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 9 : Cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : dans le cas des liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne sont rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.
Constats : Certains produits nocifs pour l'environnement ne sont pas placés sur bac de rétention. C'est le cas, notamment, du bidon d'indal chlore situé dans le couloir d'accès au hall d'abattage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Retention des stockages de déchets et de sous-produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : Les déchets et les sous-produits animaux fermentescibles, y compris ceux récupérés en amont du dégrillage, sont conservés dans des locaux ou dispositifs adaptés pour éviter les odeurs, le contact avec les eaux pluviales et l'accès à ces matières par d'autres animaux. Pendant le stockage et au moment de l'enlèvement de ces déchets et sous-produits, et notamment dans les abattoirs de ruminants procédant au retrait des MRS, les jus d'écoulement sont dirigés vers l'installation de prétraitement des effluents d'abattoir.

Les eaux résultant du nettoyage des locaux et des dispositifs de stockage des déchets et sous-produits (bacs ayant contenu des viandes et des abats saisis et, dans les abattoirs de ruminants, des MRS) sont collectées et dirigées vers l'installation de prétraitement des effluents de l'abattoir.

Les cadavres, déchets et sous-produits fermentescibles non destinés à la consommation humaine sont enlevés ou traités à la fin de chaque journée de travail s'ils sont entreposés à température ambiante. Tout entreposage supérieur à 24 heures est réalisé dans des locaux ou dispositifs assurant leur confinement, le cas échéant réfrigérés.

L'aire réservée aux fumiers et matières stercoraires est implantée de façon à ne pas gêner le voisinage. Elle est protégée des intempéries et isolée de façon à récupérer les jus d'égouttage afin de les diriger vers la station de prétraitement de l'établissement ou les ouvrages de stockage du lisier.

A l'exception des procédés de traitement anaérobies, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement ou dans les canaux à ciel ouvert est évitée en toutes circonstances. Ces installations sont pourvues de dispositifs d'aération et/ou couvertes, si cela s'avère nécessaire.

Constats :

Déchets issus du dégrillage : Non conforme

Le stockage des déchets issus du dégrillage sont stockés dans des bacs ouverts maintenus en extérieur dans l'attente de leur enlèvement par le service d'équarrissage.

Déchets et sous-produits animaux fermentescibles : Conforme

Les déchets et les sous-produits animaux fermentescibles sont stockés dans des bacs en chambre froide dans l'attente de leurs enlèvements par le service d'équarrissage.

Eaux usées : Conforme

Les eaux résultant du nettoyage des locaux et des dispositifs de stockage des déchets et sous-produits (bacs ayant contenu des viandes et des abats saisis) sont collectées et dirigées vers l'installation de prétraitement des effluents de l'abattoir.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 11 : Prélèvement eau potable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 21

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau

Prescription contrôlée :

En cas d'approvisionnement en eau potable par un réseau public, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les volumes d'eau utilisés sont mesurés par le compteur dont est équipé le branchement de l'établissement.

Constats :

Les volumes d'eau prélevés sont mesurés par le compteur.

Le volume moyen prélevé est de 21 m³ / j (5060 m³ / an), ce dernier respecte les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

En cas de sur-consommation d'eau, une alerte est envoyée par la société Gaz et Eaux. Le seuil d'alerte est fixé à 65 m³ / j.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Forage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau
Prescription contrôlée : Lors de la réalisation de forage en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, sauf autorisation explicite dans l'arrêté d'autorisation, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface. En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines. La mise en œuvre d'un nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée préalablement à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.
Constats : Sans objet, l'alimentation en eau du site est réalisée en intégralité par le réseau public d'adduction.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Réseau de canalisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits
Prescription contrôlée : On entend par effluents : <ul style="list-style-type: none">- les eaux résultant de l'activité (process, lavage) ;- les eaux vannes (sanitaires). Les canalisations de transport sont adaptées à la nature des effluents qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. L'exploitant identifie les canalisations qui nécessitent un curage régulier, propose un planning de curage et prévoit la filière d'élimination de ces boues de curage. Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant et régulièrement mis à jour. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations est compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.
Constats : Ce point n'a pas pu être contrôlé en intégralité du fait de l'absence de plan de l'ensemble des réseaux de collecte.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le plan des différents réseaux de collecte est à transmettre à l'inspection des ICPE
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatifs à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Pré-traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits
Prescription contrôlée : L'installation possède un dispositif de prétraitement des effluents produits comportant, au minimum, un dégrillage et, le cas échéant, un tamisage, un dessablage et un dégraissage. Le dégrillage est équipé d'ouvertures ou de mailles dont la taille n'excède pas 6 mm ou de systèmes équivalents assurant que la taille des particules solides des eaux résiduaires qui passent au travers de ces systèmes n'excède pas 6 mm. Tout broyage, macération ou tout autre procédé pouvant faciliter le passage de matières animales au-delà du stade de prétraitement est exclu. Ce dispositif est conçu de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. Le type de dégrillage utilisé, le temps de séjour des effluents stockés et la fréquence d'entretien de ces dispositifs sont adaptés en conséquence. Les installations de prétraitement sont correctement entretenues. Elles sont équipées de dispositifs permettant des prélèvements dans les rejets et des mesures de leur débit dans de bonnes conditions. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les opérations concernées. Les effluents ne doivent pas contenir de substances nocives en quantités suffisantes pour inhiber le processus biologique des dispositifs d'épuration.
Constats : L'établissement est équipé d'une station de pré-traitement équipée d'un système de dégrillage de 6 mm. Le programme de maintenance et les opérations réalisées sur la station n'ont pas fait l'objet de contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Stockage et traitement des déchets et sous-produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 29
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits
Prescription contrôlée : Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles et économiquement acceptables. Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations habilitées à les recevoir dans des conditions fixées par la réglementation en vigueur, notamment en ce qui concerne l'élimination des MRS et des sous-produits animaux. Les sous-produits animaux de l'installation sont entreposés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...) pour les populations environnantes, humaines et animales, et l'environnement. Ils sont éliminés ou valorisés conformément à la réglementation en vigueur. Les matériels et outils jetables utilisés susceptibles d'être souillés par des matériels à risques spécifiés doivent être éliminés conformément au décret n° 97-1048 du 6 novembre 1997 relatif à l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques et modifiant le code de la santé publique.
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Traitement des boues

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 30
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits
Prescription contrôlée : Les matières recueillies lors du prétraitement des effluents de l'installation défini à l'article 26 du présent arrêté ainsi que les boues de curage des canalisations situées en amont de ce prétraitement sont collectées, transportées et éliminées conformément au règlement (CE) n° 1774/2002 susvisé.
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Surveillance des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/05/2015, article 9.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions
Prescription contrôlée : Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre sur les eaux résiduaires industrielles avant rejet dans le réseau de collecte des eaux usées de la commune de Pusey : Valeurs limites d'émission - DBO5 - 800 mg/l - DCO - 2000 mg/l - MES - 600 mg/l - NGL - 150 mg/l - Pt - 50 mg/l Fréquence de contrôle - périodicité de la mesure : en fonction des préconisations de la convention de déversement, mais a minima une mesure mensuelle, le jour de la plus grosse production. - type de prélèvement en continu, proportionnel au débit sur 24 heures
Constats : La fréquence de surveillance des eaux pré-traitées est insuffisante. Elle ne répond pas aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 26 mai 2015 (article 9.2.2). Le programme de surveillance ne prévoit que 2 analyses annuelles avec prélèvement ponctuel en lieu et place d'un minimum d'1 analyse mensuelle ("le jour de la plus grosse production") avec un prélèvement en continu sur 24 heures
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 jour

N° 18 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont réalisées, entretenues et contrôlées conformément à la réglementation en vigueur. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées. L'installation est efficacement protégée contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et de la foudre.

Constats :

Les installations électriques font l'objet de vérifications régulières. Le rapport présenté est celui réalisé au titre de l'année 2023 (contrôle du 16 au 20/01/2023).

Plusieurs non conformités ont été relevées, par la société Socotec, lors de ce contrôle. Il est mentionné en conclusion du présent rapport "l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et / ou d'explosion".

Une partie des anomalies constatées a déjà fait l'objet de signalements dans des rapports précédents, sans que des mesures correctives suffisantes n'aient été mises en oeuvre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 19 : Rejet indirect

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 26/05/2015, article 4.3.9

Thème(s) : Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter les valeurs définies dans la convention établie entre la société d'abattoir de la Motte et la CCAV.

En aucun cas, la concentration des rejets, définie dans la convention, ne pourra être supérieure à celle définie dans l'arrêté du 30 avril 2004 relatif aux prescriptions applicables aux ICPE soumises à autorisation sous la rubrique 2210 abattage d'animaux à savoir :

- DBO5 - 800 mg/l
- DCO - 2000 mg/l
- MES - 600 mg/l
- NGL - 150 mg/l
- Pt - 50 mg/l

Constats :

Un seul résultat d'analyses sur les eaux pré-traitées a été présenté : prélèvement du 30/06/2023, les résultats sont conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

